

guerre impérialiste, son indépendance nationale. 3.000 jeunes finlandais des classes aisées ou riches formant le 27^e bataillon de chasseurs de l'armée allemande se battaient contre le russe, ennemi héréditaire. Des écoles militaires clandestines existaient en divers endroits du pays. A la chute de l'autocratie, un corps de fusiliers volontaires se constitue dans le nord afin d'assurer le maintien de l'ordre. C'est le *Schutzkorps* du général Herrich, première garde blanche formée au grand jour. Son quartier général est à Vasa, sur le golfe de Bothnie ; il reçoit des armes de Suède et d'Allemagne. La bourgeoisie exigeait cependant avec insistance le retrait des troupes russes chargées depuis le début de la guerre de protéger le pays contre une descente allemande.

La révolution d'octobre eut pour écho, en Finlande, la grande grève générale de la mi-novembre (14 novembre vieux style, 27 novembre nouveau style) suscitée par une disette grave qui n'atteignait que les classes pauvres, et par la politique réactionnaire du Sénat enclin à placer à la tête d'un Directoire dictatorial le réactionnaire Swinhufwud. Le travail cessa partout. Les chemins de fer s'immobilisèrent. Les gardes-rouges ouvrières soutenues çà et là par des soldats russes occupèrent les édifices publics. Des collisions sanglantes se produisirent un peu partout entre blancs et rouges. Les députés discutaient. La bourgeoisie apeurée consentit à l'application de la loi des 8 heures et de la nouvelle législation communale, ainsi qu'à la démocratisation du pouvoir exécutif qui passa du Sénat au Sejm (Diète). Et la grève générale, la victoire ouvrière se termina par la constitution d'un cabinet bourgeois, présidé par le réactionnaire Swinhufwud ! C'était l'avortement d'une révolution. De l'avis des révolutionnaires finlandais, la prise du pouvoir était à ce moment possible ; elle était même facile ; l'appui des bolcheviks eut été décisif. Mais, écrivit plus tard le camarade O. W. Kuussinen (2), alors un des leaders du centre de la social-démocratie finlandaise « ne désirant pas risquer nos conquêtes démocratiques et espérant d'ailleurs franchir grâce à d'habiles manœuvres parlementaires ce tournant de l'histoire, nous décidâmes d'éluder la révolution... Nous ne croyions pas à la révolution ; nous ne fondions sur elle aucune espérance, nous n'y aspirions point ». Avec des chefs animés d'un tel esprit, la cause du prolétariat finlandais était bien compromise.

Or, la grève générale avait révélé aux prolétaires leur force, à la bourgeoisie le péril. La bourgeoisie finlandaise comprit que livrée à elle-même elle était

(2) L'auteur de ces lignes, O. W. Kuussinen se rallia pendant la révolution finlandaise au communisme. Ces lignes sont empruntées à sa remarquable brochure intitulée *La Révolution Finlandaise (essai d'autocritique)*, publiée en 1919. — O. W. Kuussinen appartient aujourd'hui à l'Exécutif de l'Internationale Communiste (1926).

perdue. Swinhufwud sollicita l'intervention de la Suède. L'armement des blancs se poursuivit avec énergie dans le Nord, où ils constituèrent des stocks de vivres. Le gouvernement entretenait habilement la disette dans les centres ouvriers, auxquels il importait de ne pas donner des réserves de vivres. La proclamation de l'indépendance de la Finlande ne changea rien. La possibilité d'une intervention suédoise ou allemande alarmait de plus en plus les prolétaires. Le sejm vota pour comble par 97 voix contre 87 une motion contenant des allusions claires à la nécessité d'une dictature bourgeoise. Le problème du pouvoir se posa de nouveau, en termes plus graves qu'à la veille de la grève générale de novembre. Il apparut, cette fois, aux social-démocrates, que toutes les chances de le résoudre par les voies parlementaires étaient épuisées. Il fallait se battre.

Le drapeau rouge fut hissé sur la Maison Ouvrière de Helsingfors dans la nuit du 14 (27) janvier. La ville tout de suite prise, le Sénat et le gouvernement se réfugièrent à Vasa. Les rouges se rendirent maîtres en quelques jours, presque sans combat, des plus grandes villes, Abo, Vyborg, Tammerfords, et de tout le sud du pays. Cette victoire trop pacifique était inquiétante. Les leaders social-démocrates (Manner, Sirola, Kuussinen, etc.) formèrent un gouvernement ouvrier, le Conseil des Mandataires du Peuple placé sous le contrôle d'un grand Conseil Ouvrier formé de 35 délégués (10 des syndicats, 10 du parti social-démocrate, 10 des gardes-rouges, 5 des organisations ouvrières de Helsingfors). Qu'allait-on faire ? « Marcher jour après jour vers la révolution socialiste » déclaraient les Mandataires du Peuple. Ils instituaient le contrôle ouvrier de la production, facilité par la concentration très élevée des industries dominantes du bois, du papier, du textile ; ils réussissaient à enrayer le sabotage des banques. La vie publique et la production reprirent très promptement un cours à peu près normal. La dictature du prolétariat était-elle possible ? S'imposait-elle ? Les dirigeants du mouvement ne le pensaient pas, bien que l'industrie occupât 500.000 personnes environ sur une population de 3 millions d'âmes. Prolétaires et journaliers agricoles formaient une masse d'un demi-million d'hommes. Les agriculteurs petits et moyens, en majorité dans les campagnes, pouvaient être conquis à la révolution ou neutralisés par elle. Par malheur « jusqu'à la défaite, la plupart des dirigeants ne se rendirent pas nettement compte des buts de la révolution. » O. W. Kuussinen). Ils entendaient établir, sans expropriation des classes riches ni dictature du travail, une démocratie parlementaire au sein de laquelle le prolétariat eut été la classe politiquement dirigeante.

Les principales mesures appliquées par le Conseil des Mandataires du Peuple furent : la journée de

8 heures, le paiement obligatoire des salaires des journées de grève révolutionnaire, l'émancipation des domestiques et valets de ferme (loués à l'année par les agriculteurs et soumis à un statut d'une extrême sévérité), l'abolition du vieux système de location des terres fondé sur les corvées et les tributs ; l'exonération des petits tenants du loyer ; la réforme judiciaire, l'abolition de la peine de mort (très rarement appliquée auparavant) ; l'exonération fiscale des pauvres (le minimum de revenu taxé fut désormais de 2.400 marks dans les villes et de 1.400 marks dans les campagnes au lieu de 800 et 400 marks ; un impôt spécial frappa les revenus de plus de 20.000 marks) ; l'impôt sur les logements de plus d'une pièce ; la libération de la presse encore soumise à d'anciennes réglementations ; le contrôle des usines par les ouvriers.

D'autres mesures s'imposèrent un peu plus tard au cours de la guerre civile, telles que les réquisitions du blé et des pommes de terre, la fermeture des journaux bourgeois, la défense de l'exportation des valeurs, l'obligation générale du travail pour tous les adultes valides de 18 à 55 ans. Cette révolution ouvrière se poursuivit au nom d'une démocratie idéale dont la conception fut précisée dès la fin de février par un projet de Constitution appelé à faire au printemps l'objet d'un referendum. Parcourons ce beau projet.

Une assemblée des représentants du peuple élue tous les trois ans au suffrage universel direct et secret (vote des femmes, majorité électorale : 20 ans), au système de représentation proportionnelle serait l'autorité suprême dans la « République populaire de Finlande ». Outre les libertés démocratiques usuelles, la Constitution consacrerait l'inviolabilité des personnes, le droit de grève et de surveillance des entreprises par les grévistes (contre l'emploi de jaunes), la neutralité de la force armée dans les conflits du travail. Toute modification de la Constitution devrait être soumise au referendum. Les minorités de l'Assemblée pourraient, à la condition de réunir le tiers des mandats, exercer jusqu'à la session ultérieure, le droit de veto sur toute loi, excepté les lois fiscales. Toute loi instituant des impôts indirects ou des taxes douanières (ces lois frappent surtout les pauvres) devrait être votée à la majorité des deux tiers. L'importation des articles de première nécessité serait exemptée de droits. Le gouvernement serait autorisé à prendre, en cas de guerre, des mesures exceptionnelles contre « les ennemis de la Constitution ». Le droit à l'insurrection serait reconnu au peuple au cas où la majorité de ses représentants attenteraient à la constitution. Le peuple jouirait du droit d'initiative en matière législative ; tout projet de loi présenté par 10.000 citoyens serait discuté d'urgence. Les fonctionnaires et les magistrats seraient élus pour cinq ans et réé-

ligibles. Le cinquième des électeurs pourrait exiger en tout temps la réélection d'un élu. Le Conseil des Mandataires du Peuple, exerçant le pouvoir exécutif, serait élu pour trois ans par l'Assemblée, qui lui désignerait en outre un Président et un Vice-Président non rééligible deux fois de suite et ne jouissant pas de droits particuliers. Le gouvernement serait surveillé par une « Commission du Contrôle de l'administration et de l'application des lois ». Il suffirait du veto de deux membres de cette Commission pour suspendre l'application d'une nouvelle disposition légale. L'éligibilité des juges, soumis au contrôle du gouvernement, l'autonomie locale et la représentation des ouvriers dans toutes les administrations complétaient ces dispositions.

Contrairement à l'usage des démocraties bourgeoises, cette constitution eut réuni entre les mains de l'Assemblée des représentants du peuple les pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire (dans une certaine mesure). Le gouvernement était à peu près réduit à des fonctions purement exécutives. Un révolutionnaire finlandais a formulé sur ce projet le jugement suivant : « Le plus haut degré de développement de la démocratie bourgeoise (degré irréalisable en pratique au sein de la société capitaliste) était atteint en théorie ; la démocratie bourgeoise ne peut au-delà que se transformer en dictature du prolétariat si le prolétariat est vainqueur, de la bourgeoisie si le prolétariat est vaincu. » (3) C'était un bien beau projet, passablement utopique. « La faiblesse de la bourgeoisie, dit Kuussinen, nous laissait sous le charme de la démocratie, et nous décidâmes de marcher vers le socialisme par l'action parlementaire et la démocratisation de la représentation nationale ». Tel était sur les socialistes finlandais l'empire des illusions réformistes.

EN FINLANDE. LA TERREUR BLANCHE

La bourgeoisie faisait preuve d'un réalisme beaucoup plus grand. Elle mit promptement sur pied une petite armée blanche dont le *Schutzkorps*, le 27^e bataillon de chasseurs de l'armée allemande — formé, comme nous l'avons déjà dit, de jeunes Finlandais, une brigade de volontaires suédois et des volontaires recrutés dans la jeunesse bourgeoise et petite-bourgeoise fournirent le gros des forces (5.000 hommes environ). Un ancien général de l'armée russe, d'origine suédoise, Mannerheim, accepta le commandement de ces troupes et promit d'abord de « rétablir l'ordre en quinze jours ». Le butin de quelques agressions heureuses contre les garnisons russes du Nord, perpétrées avec la complicité du commandement de celle-ci, compléta l'armement des blancs.

Les gardes-rouges ne comprenaient, au début des

(3) Edouard Torniaïnen. *La Révolution ouvrière*